

Entre-deux (sur la liberté)

En lisant la *Gazette* que votre Centre a publiée à l'occasion de ses vingt ans, j'ai constaté qu'y apparaissait souvent, et même constamment, au-delà de chacune des tâches spécifiques que s'assignent les travailleurs sociaux, le souci, le rêve ou l'espoir d'une société digne de ce nom ; d'une société qui non seulement serait sans exclus, mais où tous les individus accéderaient à l'autonomie et à l'accomplissement d'eux-mêmes. Il me semble que ce souci, ce rêve ou cet espoir joue véritablement le rôle d'une idée régulatrice, ou, si l'on préfère, d'une utopie mobilisatrice, dans toutes les activités du Centre. Cette utopie, en somme – et tous ceux qui la formulent en ont conscience – équivaut tout simplement à l'espoir que notre démocratie soit enfin pleinement accomplie. Car que signifie la démocratie, sinon l'autonomie des citoyens, par opposition à l'hétéronomie ? L'autonomie, c'est-à-dire la puissance de décider soi-même de son existence, au contraire de l'hétéronomie, qui signifie que des forces extérieures à soi, des forces aliénantes, nous dictent notre conduite ou nous plient à leur nécessité.

Or il apparaît que dans notre société contemporaine, où la démocratie devrait être parvenue à son plein épanouissement, où les citoyens, donc les individus, devraient exercer pleinement leur pouvoir sur les choses, où l'émancipation politique semble à peu près acquise, des forces anonymes, qui ne relèvent pas de l'ordre

politique mais bien de l'ordre technique et économique, réasservissent chacun de nous, et la société tout entière, et leur dictent leur conduite. Comme si, en cette fin de siècle et de millénaire, l'hétéronomie prenait sa revanche. Oui, nous croyions avoir parachevé la démocratie, et voilà que celle-ci est à nouveau battue en brèche ; non pas par je ne sais quel pouvoir politique tyrannique, mais par la tyrannie au moins aussi redoutable de ces pouvoirs anonymes et aveugles que sont l'économie et la technique. Comment faire pour s'en défendre ? Comment réaffirmer notre autonomie face à ces forces qui paraissent aussi nuisibles que toutes-puissantes ? Comment réaffirmer la démocratie face à ce défi nouveau ?

Pour esquisser un début de réponse à cette question, il me semble qu'il n'est pas mauvais de se pencher, d'une façon rétrospective et générale, sur les conditions, ou les événements de pensée qui ont permis la naissance de cette démocratie aujourd'hui menacée. Donc sur ce qui a conduit l'homme moderne à se concevoir dans son autonomie et sa liberté. D'une façon très générale, oui, et d'un point de vue pour ainsi dire philosophique ; un point de vue fort éloigné, j'en ai conscience, des problèmes de notre société actuelle. Et plus éloigné encore, apparemment, des problèmes que doivent affronter quotidiennement les travailleurs sociaux, ces « administrateurs de la misère humaine ». Mais nous sommes tous d'accord que pour faire avancer le réel, si peu que ce soit, il faut être animé par un idéal, et que cet idéal doit être clair à notre esprit. Il vaut donc la peine de se redemander périodiquement, mais surtout en notre temps, d'où sortent, si j'ose dire, nos idéaux d'autonomie et de liberté. D'où ils sortent, et ce qu'ils valent.

Nous postulons, sans plus d'examen, que l'homme doit être *libre*. J'étais récemment en Egypte, où lors d'une conversation passionnée sur les fins de l'homme, mon interlocutrice m'a dit : vous, en

Occident, vous voulez la liberté. Mais pour quoi faire ? A quoi bon votre liberté ? Ne vous a-t-elle pas fait plus de mal que de bien ? Ce qui compte d'abord, n'est-ce pas le bonheur ? Et je me trouvais sommé de lui répondre, donc de repenser l'idéal de la liberté. Oui, pourquoi la liberté ? Et de façon générale, que valent nos idéaux ? Et si notre démocratie est menacée aujourd'hui par des forces aliénantes, n'est-ce pas parce que dès l'origine, elle ne fut bonne qu'à permettre aux plus forts de triompher, sous prétexte ou sous couvert de liberté ? Bref, en mettant les choses au pire, n'est-ce pas notre utopie même, notre rêve de liberté et d'autonomie totale pour tous, notre choix de la démocratie, qui crée ou rend possibles les maux sociaux dont nous sommes accablés ?

Il vaut donc la peine de réfléchir sur le sens de la liberté, et sur la définition de l'homme que celle-ci suppose. En y songeant, j'avais présent à l'esprit le thème général de ces journées, et celui de la *Gazette* de vos vingt ans : *l'entre-deux*. Et me sont revenues soudain, resurgies de très loin dans le temps, les formules qui constituent à mes yeux la plus belle définition de l'homme qu'on ait jamais proposée. Ces formules, qui sont vieilles de cinq siècles, décrivent l'homme comme un être libre – et cela précisément parce qu'il est un être de *l'entre-deux*. Les voici :

« O Adam, nous ne t'avons fait ni place certaine ni forme déterminée, ni fait aucun don particulier, mais c'est afin que la place, la forme et les dons que tu te seras toi-même souhaités, tu les aies et les possèdes selon tes vœux, à ton idée. Pour les autres, leur nature définie est régie par des lois que nous avons prescrites ; toi, tu n'es limité par aucune barrière ; c'est de ta propre volonté, au pouvoir de laquelle je t'ai remis, que tu détermineras ta nature. Je t'ai installé au milieu du monde afin que de là tu examines plus commodément autour de toi tout ce qui existe en ce monde. Nous ne t'avons fait ni céleste ni terrestre, ni mortel ni immortel, afin que, maître de toi-

même et ayant pour ainsi dire l'honneur et la charge de modeler ton être, tu te composes la forme que tu auras préférée. Tu pourras dégénérer en formes inférieures, animales. Tu pourras, par ta propre décision, être régénéré en formes supérieures, divines ».

Ce texte est donc vieux de plus de cinq cents ans. Son auteur est Pic de la Mirandole, le grand humaniste de la Renaissance italienne. Eh ! bien voilà : ce qui caractérise l'être humain, contrairement à tous les autres êtres vivants, c'est qu'il est « entre-deux ». Ni terrestre ni céleste, ni mortel ni immortel. Et sans place déterminée dans l'ordre de la nature. Ce qui le définit, c'est qu'il n'est pas défini préalablement à sa vie. Ce qui le définit, c'est qu'il peut et doit se définir lui-même. L'autonomie, c'est cela : le pouvoir et le devoir de décider de soi.

Beaucoup plus près de nous, et avec des nuances différentes (mais peu nous importe ici), la philosophie existentialiste dira de l'homme que son existence précède son essence. L'homme est celui qui n'a pas, dans le monde, de place déterminée à l'avance, celui dont on peut dire qu'il lui incombe de définir sa place sur la terre, en une tâche qui n'est jamais achevée. Paul Valéry écrira, tout à fait dans le même esprit, en insistant sur le fait que l'homme est capable de rêver, c'est-à-dire d'imaginer ce qui n'est pas encore, et de se régler sur cet imaginaire : « L'homme est cet animal séparé, ce bizarre être vivant qui s'est opposé à tous les autres, qui s'élève sur tous les autres, par ses... *songes* – par l'intensité, l'enchaînement, par la diversité de ses *songes* ! par leurs effets extraordinaires et qui vont jusqu'à modifier sa nature ». (...) [L'homme] est à chaque instant autre chose que ce qu'il est. Il ne forme pas un *système fermé* de besoins ».

La liberté, c'est d'abord la liberté d'être autre chose que ce qu'on est, donc de se dépasser soi-même et de dépasser les conditions ou la situation que le monde nous fait. L'homme est capable de

s'inventer sans cesse. Sa liberté lui permet de prendre, à partir de son « entre-deux », la direction qu'il aura choisie. Elle lui donne d'être à lui-même son seigneur et maître. Elle lui donne d'être *autonome*.

Cette définition, hautement philosophique, pour passionnante qu'elle soit, semble cependant bien éloignée de nos soucis d'aujourd'hui. On ne voit même pas tout de suite son rapport avec l'institution de la *démocratie*, qui est si importante à nos yeux. Le rapport est pourtant bien réel. Qu'est-ce que la démocratie, en effet, sinon une autonomie collective ?

On pourrait dire en d'autres mots que la démocratie est l'une des conséquences de l'appropriation, par l'homme créateur de lui-même, de forces qui, jadis et naguère, le déterminaient de l'extérieur, et dont il était le jouet, l'objet ou la victime. A partir de la Renaissance, puis des Lumières (je simplifie grossièrement), l'homme a découvert, ou décrété que les forces à la fois spirituelles, matérielles et politiques du monde se trouvaient en lui-même, à sa discrétion ; il les a captées à son profit. D'où la naissance parallèle de la *laïcité*, de la *science* et de la *démocratie*.

La laïcité d'abord : à partir de la Renaissance et de la Réforme, Dieu est progressivement intériorisé par l'homme. Si je simplifie encore plus grossièrement, en traversant d'une phrase plusieurs siècles d'évolution, Dieu n'est plus Parole tout Autre et littérale à laquelle il faut obéir aveuglément, mais il devient la voix même de la conscience humaine. D'où la formule de Voltaire : « Si Dieu n'est pas en nous, il n'exista jamais ». Dieu, en un sens, y compris pour les croyants d'aujourd'hui, devient indissociable des exigences morales de l'homme ; il n'est plus la voix d'un Ciel inaccessible, il est ce que l'homme conçoit de plus grand et de plus haut. En ce sens, il est à la garde de l'homme, et le sceau même de son autonomie morale.

La science ensuite : qu'est-ce que la science moderne, sinon une appropriation, par l'homme, des forces de l'univers, que l'on cesse de

considérer comme magiques, immaîtrisables et porteuses de significations insaisissables ; des forces dont on cesse d'être la victime ou le jouet ? C'est, si l'on ose dire, la mainmise sur le monde matériel, qui ne dicte plus à l'homme sa loi, mais qui de plus en plus subit la loi de l'homme. L'homme prévoit la matière et la nature, il les modèle, il leur fait rendre leurs secrets, il les transforme parce qu'il peut et veut se transformer lui-même.

La démocratie enfin. La modernité a inventé un système politique dans lequel le pouvoir n'est plus d'inspiration divine ou prétendue telle, et n'est plus l'apanage de quelques privilégiés qui seraient d'une essence supérieure, mais un pouvoir auquel tous les individus ont une part égale (idéalement du moins). Ce pouvoir-là signifie rien de moins que la désaliénation du politique ; la démocratie, c'est le pouvoir politique confié à la liberté de tous les hommes, émanant d'eux tous, contrôlé par eux tous, et si possible pour le bien de tous.

Laïcité, science, démocratie. Telle est, résumée au triple galop, la triple conquête de ce qu'on appelle la modernité. Cependant, la tentation de l'extériorité, ou, si l'on préfère, de l'aliénation, renaît sans cesse, il faut donc sans relâche la combattre, et pour atteindre au but, ne jamais croire qu'on l'ait atteint. Pour que la société humaine soit autonome, il faut toujours qu'elle désire l'être, il ne faut jamais qu'elle croie l'être. Et c'est peut-être parce que nous nous sommes trompés sur ce point que nous nous retrouvons aliénés.

Car j'en reviens maintenant au constat par lequel j'ai commencé : qu'en est-il aujourd'hui ? Alors que notre société devrait être suprêmement autonome, délivrée de toute sorte d'aliénation, alors que nous devrions tenir dans nos mains les pouvoirs matériel, spirituel et politique, nous sommes victimes d'aliénations nouvelles, que les hommes de la Renaissance et des Lumières n'auraient pas pu soupçonner : ces aliénations s'appellent la *technique* et l'*économie*. Oui, des aliénations, au sens où nous avons l'impression

que ces forces-là nous dépassent, ne sont pas en notre possession, et que nous devons les subir passivement, comme nos ancêtres subissaient Dieu, la matière ou le pouvoir. La technique est fille de la science, elle est donc bel et bien notre création, le fruit de notre autonomie, tout comme la réalité économique est forgée par les hommes. Mais telles le golem qui se retourne contre son inventeur, nous avons l'impression que la technique et l'économie suivent un développement autonome, et que rien ne pourra les arrêter. Du côté de la technique, songeons par exemple au fameux génie génétique. Du côté de l'économie, d'ailleurs sœur de la technique, il n'est pas besoin de dire à quel point elle semble nous dominer et dicter souverainement sa loi à toute autre réalité, y compris et surtout la réalité politique. Oui, nous avons arraisonné les anciens dieux et les anciens pouvoirs, mais ces nouveaux pouvoirs que sont la technique et l'économie nous arraisonnent à leur tour.

On dirait une étrange revanche de l'extériorité et de l'hétéronomie, que nous croyions avoir réduites, et qui resurgissent du sein même des œuvres que nous avons construites de nos mains. Et pourtant, ce sont précisément nos mains qui les ont construites ; nous devrions rester libres de les arrêter si elles deviennent folles. Pourquoi ne le faisons-nous pas ? N'est-ce pas que nous avons perdu la conscience de notre nature, qui est de nous créer nous-mêmes, et non de nous subir ?

Sans doute. Mais pour une part, il faut avouer que les maux dont nous souffrons aujourd'hui sont moins dus à l'oubli des conquêtes de la modernité qu'à ces conquêtes elles-mêmes, en tout cas dans la mesure où nous en héritons passivement, sans les penser comme des exigences. Notre liberté même, notre autonomie même ont engendré des dangers nouveaux et spécifiques. C'est ainsi qu'historiquement, l'idée d'égalité des citoyens, comme l'a fait remarquer, entre autres, un Louis Dumont, est inséparable de l'idée

d'individu, et que ce dernier a été un peu trop défini, dans les temps modernes, par sa liberté d'agent économique. Autrement dit, la primauté de l'économique a été associée à l'idée même de démocratie. Le ver était dans le fruit.

De façon plus générale, il faut voir que si l'homme, pour reprendre la définition de Paul Valéry, n'est pas « un système fermé de besoins », s'il se construit sans cesse en fonction de ses songes, et de songes toujours nouveaux, cette absence de clôture intérieure, cette puissance infinie de se créer, a pu dégénérer en ambition infinie de posséder toujours davantage. Oui, le pouvoir d'*être* toujours autre a pu se pervertir assez aisément, un peu de paresse aidant, en désir d'*avoir* toujours plus. L'heureuse et prometteuse incomplétude de l'espèce humaine a pu déboucher dans l'insatisfaction perpétuelle des individus humains. L'homme créateur de soi devient alors consommateur du monde. C'est donc la conquête même d'une définition de l'homme comme être infiniment libre et autonome qui se retourne en son contraire : insatiable, infiniment insatisfait. Non plus habité par ses rêves, mais hanté par ses désirs.

C'est dire qu'il ne nous suffira pas de nous remémorer la définition de l'homme donnée par Pic de la Mirandole pour résoudre tous nos problèmes. D'autant plus que la technique et l'économie auxquelles nous nous sommes asservis n'ont même plus besoin de nos volontés ou de nos désirs pour prospérer. La technique, aussi bien que l'économie, dans notre société, ont désormais acquis, objectivement pourrait-on dire, une puissance et une « autonomie », si l'on ose ainsi s'exprimer, qui rendent pour le moins malaisée la tentative de les reprendre en main et de les faire revenir à la mesure humaine. La technique et l'économie sont de gigantesques machines, aux dimensions du monde, qui fonctionnent selon leur logique propre, et dont aucune volonté humaine, individuelle tout au moins, ne semble pouvoir stopper ni même infléchir la marche. Nul cri de liberté ne va

du jour au lendemain arrêter le train de la bourse mondiale, la rationalisation des entreprises, ou la recherche du clonage humain. L'homme s'était découvert autonome, et voilà que ce sont les choses qui le deviennent à sa place ! Pour le coup, et pour revenir à Pic de la Mirandole, l'homme n'a pas dégénéré dans une forme animale, comme le craignait ce penseur, mais bien dans une forme « machinale » ; il s'est soumis à la machine, à ses machines.

Que faire ? Eh bien, nous souvenir tout de même que la prétendue autonomie des choses, en dernier ressort, continue de dépendre de la volonté des hommes. Non pas, sans doute, de nos volontés individuelles, qui n'y peuvent suffire, mais bien de nos décisions collectives et démocratiques. Sans doute, la puissance de la technique aveugle et de l'économie « horrible » sont immenses. Mais il est faux, il reste faux de prétendre pour autant qu'une volonté collective, éclairée par une vision de l'homme libre, est désormais totalement impuissante à changer le cours des choses. Il reste faux de prétendre qu'aucune réforme, aucune évolution sensée et maîtrisée du monde économique-technique n'est plus possible, et qu'il nous faut nous contenter de constater les dégâts humains d'une marche inéluctable vers la machinisation de l'homme, machinisation qui, horreur et ironie suprême, serait la conséquence ultime de cette liberté que l'homme s'est arrogée de transformer son destin.

Ce serait faux, oui, et ce qui peut faire mentir cette vision fataliste, (je le dis à la suite de penseurs et de sociologues comme Cornelius Castoriadis ou Alain Touraine), c'est bel et bien l'usage renouvelé de la démocratie. Cette démocratie qui fut l'une des conquêtes de la modernité, et qui peut le rester. Cette démocratie qui fut l'appropriation par l'homme des forces spirituelles, politiques et matérielles, et qui peut être maintenant l'appropriation des forces techniques et économiques.

Pourquoi la démocratie serait-elle vouée à mourir, si nous continuons de la vouloir ? Après tout, les citoyens que nous sommes continuent d'être des *acteurs* politiques et sociaux, comme le souligne encore Alain Touraine. Ils sont amenés à décider dans des domaines toujours plus larges, à se manifester sur des thèmes qui engagent toujours davantage l'avenir, y compris, surtout aujourd'hui, dans les domaines techniques et économiques. La démocratie, qui doit et peut s'apprendre dès l'école et dans la famille, est une force assez puissante pour nous faire par exemple renoncer, aujourd'hui, à l'énergie nucléaire ; et demain, souhaitons-le, aux formes extrêmes et liberticides du génie génétique. Pourquoi ne serait-elle pas assez puissante pour faire triompher, à long terme, la liberté sur le libéralisme, et concilier cette liberté avec la solidarité ?

Pour nourrir cet espoir, et suggérer qu'il ne laisse pas d'être raisonnable, je voudrais raconter une anecdote qui me paraît éclairante. Le Prix Nobel d'économie 1997 fut donné à un certain M. Merton et un certain M. Scholes, qui sont les inventeurs d'une formule mathématique qui porte leur nom. Cette formule d'« évaluation des options » permet (je cite des sources autorisées) de « se constituer un portefeuille d'options sur actions sans risque ». Bref, MM. Merton et Scholes ont été récompensés pour avoir harmonieusement et terriblement uni la technique, voire la science, à l'économie, et cela pour le plus grand profit des boursicoteurs. Il y avait là de quoi désespérer.

Mais il ne faut jamais désespérer. Car vous le savez, le prix Nobel d'économie de l'année suivante, 1998, a été donné à M. Amartya Sen, qui se situe aux antipodes de l'économie mathématisée et déshumanisée, et qui est notamment l'auteur d'un ouvrage intitulé *Ethique et économie*. Amartya Sen a écrit : « L'homme purement économique est à vrai dire un demeuré social ». Cela, dans un texte qui s'intitule tout simplement : « Des idiots rationnels ». Dans tout son

ouvrage, cet économiste qui mérite pleinement le qualificatif d'humaniste s'efforce de montrer qu'il n'est pas d'économie sans choix éthique, que le choix éthique reste à la discrétion de notre liberté, et que l'erreur des économistes modernes est d'avoir occulté cette réalité, en identifiant l'homme à cet « idiot rationnel » qui ne cherche qu'une chose, son intérêt personnel et la maximisation de son profit. Arguments scientifiques et preuves à l'appui, l'auteur montre que cela est faux, et que l'être humain n'est pas seulement un animal rationnel à la poursuite de son intérêt maximum.

L'attribution successive du Prix Nobel à Merton et Scholes, puis à Amartya Sen, peut évidemment être interprétée, chez les jurés suédois, comme une manière de ratisser large. J'y vois plutôt – je veux y voir – un phénomène significatif de notre temps : nous commençons de nous reprendre. Nous commençons de ne plus croire que l'économie, force aveugle et terriblement rationnelle, nous guide et nous mène par le bout du nez sans que nous ayons aucun pouvoir sur elle. Non, au bout du compte, l'économie reste dépendante de nos choix éthiques, aujourd'hui comme hier. Elle sera, aujourd'hui comme hier, ce que nous la ferons. Et ce qu'on appelle aujourd'hui *l'économie sociale*, fondée sur les besoins humains plutôt que sur l'offre, c'est-à-dire les désirs, n'est pas une utopie, c'est une réalité dont il dépend de nous qu'elle prenne à l'avenir une importance croissante.

Et dans d'autres domaines aussi, nous commençons, après une période fataliste, à nous dire que les choses seront ce que nous les ferons. Nous commençons à penser que la technique, pas plus que l'économie, n'échappe fondamentalement à notre responsabilité. Nous légiférons sur le clonage ou le génie génétique. Et nous le faisons au nom même de la liberté. Une liberté limitée, certes, mais néanmoins réelle (comme le disait Isaiah Berlin, dans un contexte différent, mais peu importe ici). Du coup, nous pourrions répondre à

ceux qui mettent en doute et en question nos valeurs. Nous pourrions répondre que la liberté, qui signifie l'autonomie de tous, qui signifie la démocratie, n'est pas obligatoirement vouée à sombrer dans l'économisme ou le libéralisme, qui font le profit de quelques-uns et l'aliénation du plus grand nombre. Qu'au contraire, la liberté (qui est conscience aiguë et volonté vigilante d'autonomie) reste la force que nous avons à notre disposition pour contrecarrer les excès du libéralisme. Ce dernier, et la domination de la technique et de l'économie, sont peut-être des conséquences de la liberté mal entendue. Mais la liberté voulue par tous et pour tous est leur décidément ennemie.

A quoi bon la liberté ? me demandait mon interlocutrice égyptienne. N'a-t-elle pas causé en Occident beaucoup de maux ? N'a-t-elle pas fait oublier la solidarité ? Il faut répondre que la liberté implique la solidarité, justement parce qu'elle postule l'autonomie de tous. Elle réclame donc que soient données à tous les conditions de son exercice. Et le travail social, tel que je le conçois, tel que je le rêve, peut ne pas consister seulement à « administrer la misère humaine » ; il peut également forger ou renforcer l'autonomie des êtres humains, puisqu'il signifie et qu'il incarne, dans notre société, l'opiniâtre et nécessaire volonté d'être solidaire.

L'homme n'est plus placé, comme le pensait Pic de la Mirandole, entre l'animal et le dieu, mais entre la machine et la pleine humanité. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il peut encore choisir, c'est qu'il doit toujours choisir.